

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective

IDCC : **8741** | **SCIERIES AGRICOLES ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES (Limousin)**

(1^{er} septembre 1998)

(Étendue par arrêté du 2 juillet 1999,

Journal officiel du 17 juillet 1999)

Avenant n° 61 du 8 juillet 2025

NOR : AGRS2597118M

IDCC : 8741

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Syndicat des exploitants forestiers et scieurs industriels du limousin (SEFSIL) ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires (EDT),

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération CFTC Agri ;

Union régionale des syndicats FO ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT du Limousin ;

Syndicat SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Afin de mettre en conformité la définition du groupe assuré avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, les partenaires sociaux ont décidé de modifier les dispositions de la convention collective du 1^{er} septembre 1998.

Pour cela les partenaires sociaux se sont réunis en commission mixte en date des 27 février, 24 avril et 8 juillet 2025.

Comme indiqué par le champ d'application de la convention, conformément à l'article L. 2262-23-1 du code du travail, l'effectif de la majorité des structures couvertes par la convention étant inférieur à 50 salariés, la négociation de dispositions spécifiques pour les petites structures s'avère inutile, l'intégralité de la convention leur étant applicable.

Article 1^{er}

Les dispositions des alinéas 1, 2 et 3 de l'article 33 du titre XIV sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les dispositions du régime de prévoyance s'appliquent à tous les salariés des entreprises relevant du champ d'application de la présente convention et qui ne relèvent pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017.

Sont donc exclus du dispositif de prévoyance :

- les salariés agents de maîtrise et cadres relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, relevant de la convention collective du 2 avril 1952, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- les VRP et bûcherons-tâcherons relevant d'autres dispositions conventionnelles ;
- des salariés des entrepreneurs de travaux forestiers. »

Article 2 | *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur dès le lendemain de la signature pour les entreprises adhérentes aux organisations professionnelles signataires et dès le premier jour du mois qui suit la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension pour les autres.

Article 3

Chacune des organisations signataires recevra un exemplaire du présent avenant et trois exemplaires seront déposés à la DDETSPP de la Haute-Vienne, 2, allée Saint-Alexis, 87000 Limoges.

Fait à Tulle, le 8 juillet 2025.

(Suivent les signatures.)